Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives de l'Union européenne relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues.

Avis du Conseil d'Etat

(14 mai 2013)

Par dépêche du 1^{er} mars 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous objet, élaboré par le ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Au texte du projet de règlement grand-ducal proprement dit étaient joints un exposé des motifs comprenant un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi que le texte des deux directives européennes à transposer.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'Etat par dépêche du 21 mars 2013, celui de la Chambre des métiers par dépêche du 15 avril 2013 et celui de la Chambre de l'agriculture par dépêche du 23 avril 2013.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous examen prévoit la transposition de la directive 2012/24/UE de la Commission du 8 octobre 2012 portant modification, aux fins de son adaptation au progrès technique, de la directive 86/297/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux prises de force des tracteurs et à leur protection et de la directive 2012/46/UE de la Commission du 6 décembre 2012 portant modification de la directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil sur le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers.

Ces directives ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne respectivement le 9 octobre 2012 sous le numéro L-274 et le 21 décembre 2012 sous le numéro L-353.

En vue de la transposition, le règlement grand-ducal en projet vise à modifier le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à

roues et d'ajouter dans cette optique à l'énumération des directives figurant à son article 1^{er} les deux nouvelles directives à transposer.

La base légale du règlement grand-ducal en projet est l'article 2, paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

En vue d'intégrer lesdites directives dans le droit interne, l'acte réglementaire de transposition fait abstraction de la reprise du contenu des directives mais renvoie à cet effet à la publication des deux actes législatifs européens au Journal officiel de l'Union européenne.

En ce qui concerne l'adéquation de la forme de procéder, la loi du 6 juillet 2004 modifiant la loi précitée du 14 février 1955 s'est substituée à la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports comme base légale des règlements grand-ducaux pris en vue de la transposition des directives européennes traitant de la réception automobile.

Or, la loi de 2004 a omis de prévoir, à l'instar de la loi de 1971, la possibilité d'assurer lors de la transposition la publication du contenu des directives du genre visé par référence à la publication au Journal officiel de l'Union européenne en vue de faire l'économie de la reproduction au Mémorial du contenu technique de ces directives.

Par souci de cohérence avec la loi de 1971, le Conseil d'Etat se demande si la solution au problème décrit ne pourrait pas consister dans un amendement gouvernemental à apporter à l'un des projets de loi actuellement soumis à la Chambre des députés et portant sur des modifications à apporter à la loi précitée du 14 février 1955. La modification préconisée consisterait à reprendre à l'article 2, paragraphe 4 de cette loi les dispositions des deuxième et troisième phrases de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi du 9 août 1971.

Examen des articles

Intitulé

Le Conseil d'Etat rappelle son observation déjà formulée dans son avis du 17 mai 2011 relatif au projet de règlement grand-ducal qui est devenu le règlement grand-ducal du 13 avril 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues.

En effet, il y a lieu de se tenir à l'intitulé exact du règlement grand-ducal du 3 février 1998 qui vise les « Directives des C.E. » et non les « Directives de l'Union européenne ».

Préambule

Au visa relatif à la loi précitée du 14 février 1955, il convient d'omettre la virgule derrière les termes « paragraphe 4 ».

Article 1^{er}

Le Conseil d'Etat renvoie aux considérations générales pour rappeler que la publication par référence des directives à transposer aura avantage à être inscrite formellement dans la loi précitée du 14 février 1955.

Article 2

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 14 mai 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen